

L'éducation pour certains groupes ou la formation de tout un milieu

Foreuil F.

Formation et Développement

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 21

1973
pages 77-81

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010540>

To cite this article / Pour citer cet article

Foreuil F. L'éducation pour certains groupes ou la formation de tout un milieu. *Formation et Développement*. Paris : CIHEAM, 1973. p. 77-81 (Options Méditerranéennes; n. 21)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

François FOREUIL

L'éducation pour certains groupes ou la formation de tout un milieu ?

S'interroger sur la classe d'âge que doit privilégier une politique de l'éducation n'a de sens que si préalablement une option a été prise sur les fonctions du système de formation. Or, à ce niveau, si le débat est rarement clair, il n'est jamais libre. Quel responsable, en effet, oserait clarifier publiquement le rôle que toute société fait jouer à son système éducatif? Les statistiques et les calculs de corrélation montrent en effet que l'école est une mécanique remarquable de division de la société en classes sociales hiérarchisées. Cette fonction de sélection trouve comme point d'application idéal la fraction jeune de la population, plus mobile.

Il était indispensable de souligner, dès l'abord, ce point essentiel qui fera dans ces colonnes l'objet d'autres études. Il faut en déduire que toute analyse des classes d'âges prioritaires au regard de l'éducation et, plus largement, toute proposition de réforme du système doit se situer dans le cadre d'une analyse politique d'ensemble. Le non-respect de ce principe aboutirait à coup sûr à l'inefficacité : c'est le cas de deux ensembles de propositions qui n'ont eu que trop cours ces dernières années.

— Les propositions *techniques* qui croient résoudre certains problèmes politiques fondamentaux par des solutions techniques miracles : ce sont les problèmes de l'exode rural, des disparités entre villes et campagne, de l'enseignement séparé entre filles et garçons, etc., que l'on prétend résoudre avec l'introduction de l'« audiovisuel » par exemple.

— Les propositions *moralistes* qui veulent redonner le goût du travail manuel, le sens du devoir collectif et de la conscience professionnelle par un large appel à la « raison ».

N'ayons donc pas la naïveté d'ignorer ce qui précède et puisqu'il nous faut définir à grands traits un cadre dans lequel on puisse se poser la problématique enfants et/ou adultes, disons que l'on s'intéressera aux pays où l'on peut donner à l'éducation un objectif prioritaire d'« accélération du développement », sans trop définir ce terme pour le moment.

ENFANTS OU ADULTES UN FAUX DILEMME

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler très succinctement les termes du débat tel qu'il est présenté le plus souvent, et de voir comment, depuis une douzaine d'années, la problématique a évolué.

Les termes habituels du débat

Les critères du choix entre l'éducation des enfants et celle des adultes les plus fréquemment avancés sont les suivants :

- a) la durée potentielle de l'amortissement de l'investissement éducatif;
- b) la malléabilité du sujet et sa capacité d'innovation;
- c) le manque à gagner pendant le temps de la formation ou la disponibilité de l'« étudiant »;
- d) la mobilité de la personne et sa possibilité d'orientation vers d'autres secteurs;
- e) la capacité d'un sujet à être un diffuseur de connaissance et un démultiplicateur de l'effort éducatif;
- f) la résistance du sujet à la récupération par l'ensemble des « non-touchés »;
- g) la position du sujet dans la structure du pouvoir social.

On pourrait soumettre enfant, adolescent et adulte à ces différents critères. Il faudrait, toutefois, éviter d'en faire une étude chiffrée car les notes qui pourraient être données pour hiérarchiser les critères et pour indiquer la réponse des trois classes d'âge sont évidemment fonctions des structures socio-politique et de l'évolution économique. Ainsi, pour prendre l'exemple de l'Afrique Noire, le groupe prévaut sur l'individu et il est suivant la tradition fermé et structuré. Comme en outre il y a lieu de freiner l'exode rural déjà trop important, il faut prévoir un système éducatif induisant une faible mobilité. Il y a, par conséquent, lieu de valoriser les critères « e », « f » et « g », qui privilégient la formation des adultes.

Évolution des réformes de l'éducation de base en Afrique noire francophone (1)

Assurer la promotion collective création d'une nouvelle éducation	Accélérer le développement par l'éducation des :	Tout le milieu	Pour l'action sur l'ensemble du milieu	Animation rurale (Niger)	Ensemble du MILIEU	
			A partir des adolescents	Maisons familiales rurales		
			A partir des enfants	Écoles de promotion collective (exp. CODIAM)		
		Adultes	Alphabétisation fonctionnelle	Mali	ADULTES	
			Alphabétisation classique	Niger		
		Jeunes	Adolescents	Centres d'éducation rurale Haute-Volta	ADOLESCENTS	
	Enfants		Écoles ruralisées Madagascar			
	Sélectionner une minorité Aménagement de la vieille école	Accroître la quantité et la qualité	Réformes globales		Éducation Télévisuelle de Côte d'Ivoire	ENFANTS
		Accroître la qualité d'éducation	Réformes des structures de l'enseignement	Création d'un post-primaire	Dahomey, Congo	
				Restructuration des cycles	Mali	
Réformes de la pédagogie			Réformes des moyens didactiques	Télé-Niger		
			Réformes des méthodes pédagogiques	Méthode GRP, (Tchad) Méthode CLAD, BELC		
Réformes des programmes			Ruralisation	Partout		
		Africanisation	Partout			
Accroître la quantité de l'éducation		Scolarisation massive		Partout (suite Conférence Addis Abéba, 1961)		
	Système français (époque coloniale)		Ensemble de l'Afrique francophone			

(1) D'après H. SENTILHES — Vers une école nouvelle ? Éducation de base et développement rural Africain. Promotion rurale, n° 46.

Mais plutôt que de s'engager dans l'étude de nombreux autres cas particuliers, voyons l'évolution, ces dernières années, des priorités officiellement reconnues dans les réformes de l'éducation de base en Afrique Noire francophone.

L'évolution du débat en Afrique Noire (voir tableau ci-contre)

Les premières réformes introduites dans l'enseignement des états indépendants marquent d'abord la volonté de généraliser l'éducation par des campagnes massives de scolarisation et d'alphabétisation. On ne note pas dans un premier temps de remise en cause fondamentale du système éducatif, alors que la nouvelle réalité politique aurait exigé une réorientation complète.

L'école dans le village, pseudopode de l'univers dit moderne, agit comme une pompe aspirante et refoulante et ne laisse aux élèves que le choix entre la récupération par le milieu traditionnel ou la fuite vers les villes. C'est la loi du tout ou rien avec en fin de compte, pour la presque totalité des tenants, de nombreux espoirs déçus, car la ville et l'économie moderne sont incapables d'absorber le flux des diplômés et des « déchets » du système scolaire.

La prise de conscience de cette inadéquation au regard des exigences d'un développement rural fut progressive. La réussite de quelques expériences construites selon une logique tout autre y aida beaucoup. Ce fut le cas, par exemple, des maisons familiales rurales, de certaines expériences de groupement villageois, de quelques opérations d'animation rurale. L'approche en est différente. Au delà du processus de formation, c'est le développement local qui est recherché et non le diplôme ou l'équivalence. Ainsi ces expériences ont pu s'exercer sans contrôle excessif de la puissance administrative tutélaire.

Conscients des graves dangers que faisaient courir aux jeunes états la naissance d'un chômage intellectuel, le renforcement des disparités entre les différents groupes et l'absence manifeste d'effets sur la rapidité du développement rural, les ministres n'hésitèrent pas à modifier un point de vue au départ très classique et à prendre en considération la formation des adolescents et des adultes dans une optique fonctionnelle. Cela correspondait d'ailleurs à affirmer l'absurdité d'une coupure entre l'éducation et le développement, vieil héritage légué par la puissance coloniale.

De leur côté, les organismes chargés de la mise en œuvre des politiques de développement firent leurs expériences éducatives. Une première période vit la prééminence du commandement sur toutes formes d'éducation : il s'agissait d'être efficace. Mais on s'aperçut vite qu'il fallait, pour que ce système ait le rendement attendu, qu'il y ait derrière chaque paysan un « encadreur ». On franchit ensuite l'étape du paysan pilote choisi par l'administration et qui ferait « tâche d'huile ». Mais le drame est qu'on n'observera en

fait jamais cette diffusion. Abandonné par l'administration, le paysan pilote tente de poursuivre, dans de rares cas, son expérience solitaire face à un groupe méfiant vis-à-vis de cette déviance aux normes habituelles. Mais le plus souvent il ne tarde pas à reprendre ses anciennes habitudes.

Vint ensuite la conception plus globale de l'animation rurale.

La convergence de ces deux mouvements a abouti à la mise sur pied d'opérations de formation réservées aux adolescents et aux adultes en liaison avec des projets de développement. Progressivement, on finit par s'apercevoir que la formation était peu compatible avec ces découpages selon l'âge, selon le sexe, selon la matière enseignée, etc. C'est alors que certaines expériences fort ambitieuses, où le milieu était pris en compte dans sa totalité, ont commencé à être expérimentées.

La prise en compte de tout le milieu

Découpant la Société en classes d'âges, en secteurs techniques, en niveaux scolaires, etc., l'éducation s'est située en dehors de la dynamique sociale. Il fallut pourtant reconnaître l'existence des nombreuses composantes qui font le milieu et leur cohérence d'ensemble. On dut prendre en considération ces différents éléments sociaux, économiques et culturels et s'apercevoir qu'une action qui vise à introduire une innovation, même technique, dans un milieu, en modifie toute l'architecture. De là l'échec fréquent de certains programmes sectoriels qui ont voulu promouvoir quelques améliorations d'apparence anodines comme par exemple l'introduction du filtre à eau, de l'épargne, du semis en ligne, etc.

Ce qui importe donc pour un agent de développement et de formation, c'est moins de posséder une collection disparate de techniques importées, que d'avoir l'intuition de la dynamique ou de la dialectique du développement. Ce sont les pédagogues de ce type qui sont nécessaires.



UNE ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MILIEU

Avant de préciser quelques éléments essentiels de la dynamique du développement des unités de base et, au-delà, de percevoir le type d'éducation nécessaire à la dynamisation du milieu, on rapportera d'abord quelques expériences se donnant comme objectif le développement des collectivités dans lesquelles elles se déroulent.

Ces actions ont par ailleurs en commun de permettre la maîtrise d'une évolution collective et, pourrait-on ajouter, l'auto-défense du groupe dans le grand jeu du rapport des forces. On ne s'étonnera donc pas que ces expériences souvent d'origine privée n'aient pu aller jusqu'à leur terme.

Quelques exemples d'opérations éducatives favorisant l'évolution du milieu

La « conscientisation » lancée par Paolo Freire

Cette action engagée par Paolo Freire et une équipe de militants poursuivait un double but : d'une part la prise de conscience des rapports de dépendance ou d'exploitation subis par le groupe et, d'autre part, l'alphabétisation conçue comme un outil de cette prise de conscience et des actions d'organisation sociale et de lutte à mener pour en sortir. Les résultats en furent étonnants sur le plan de l'alphabétisation. En outre, on ne peut manquer de constater que cette expérience est arrivée à transmettre son message éducatif dans un temps record, puisqu'une trentaine d'heures ont suffi là où 6 à 8 années d'enseignement primaire échouent quelquefois. C'est ainsi que les méthodes elles-mêmes furent remises en cause : pourquoi les paysans africains s'intéresseraient-ils à la lecture puisque aujourd'hui rien d'écrit ne leur arrive? En revanche, ils pourraient être motivés par l'acquisition des outils nécessaires à l'utilisation d'une bascule au moment des ventes de leurs récoltes. Beaucoup regrettent d'être sans défense face au commerçant.

L'« Education for self reliance » du Président Nyérére

La déclaration d'Arusha en 1967 a élevé en principe politique la « self reliance » qui peut se comparer au « il faut compter sur ces propres forces » chinois. Le discours sur l'éducation a précisé dans ce domaine la pensée du Président Nyérére. Le centre de formation placé sous la responsabilité du milieu qui ne manquera pas d'en faire un outil de développement doit savoir subvenir à ses besoins; le travail productif en vraie grandeur fait donc partie intégrante de l'éducation. Le maître pris en charge par le village est mis dans une position de service et non de domination. Ce système inséparable d'une vision politique d'en-

semble est conçu pour permettre au milieu d'assurer la maîtrise de son évolution puisque celle-ci viendra d'une mobilisation de ses propres forces et non d'une quelconque aide providentielle de l'État ou des étrangers.

L'animation rurale

L'animation rurale se donne explicitement pour but de faciliter la participation du monde rural au débat national, encore faut-il que ce dernier se structure, s'organise et que des « leaders » soient dégagés par le groupe. Cette participation est un des éléments essentiels de toute politique de développement rural, spécialement dans des pays où le « capital » est particulièrement rare.

Favoriser une prise de conscience de la situation réelle du groupe à un moment donné et des possibilités concrètes de trouver certaines solutions aux problèmes posés, susciter une demande d'information et d'éducation correspondant aux besoins ressentis. Tels pourraient s'exprimer certains des objectifs essentiels de l'animation rurale. Une des difficultés est d'arriver à créer des ouvertures concrètes où puisse se mettre en œuvre l'énergie ainsi mobilisée, car sans cette issue l'entreprise risque de se traduire par un mécontentement généralisé qui aboutit à tout coup à la cessation de l'action engagée.

Les maisons familiales rurales en France

C'est en 1935 que s'est créée la première maison familiale rurale à la suite de la réaction d'un milieu rural devant le non-retour des enfants envoyés à l'école. Jusque vers les années cinquante, on s'est trouvé devant un paradoxe : d'une part, les fils d'agriculteurs étaient nombreux en nombre absolu (et non relatif) à avoir fait des études supérieures et à poursuivre des carrières universitaires; d'autre part, le milieu rural se trouvait mal organisé, hétérogène et mal représenté dans le débat économique français. Cette situation qui renforce l'idée selon laquelle, dans le système classique, la sélection s'empare sur la promotion collective, s'est depuis lors améliorée grâce principalement à l'action des maisons familiales rurales, de la J.A.C. et de quelques instituts privés de formation supérieure. Ceux qui ont suivi cette filière sont souvent devenus « responsables » des organisations coopératives, professionnelles ou syndicales et plus largement les leaders et les facteurs d'unité de leur milieu d'origine. Il est clair que ce résultat, ici encore, n'est pas la conséquence d'une supériorité de niveau technique ou universitaire d'un système par rapport à l'autre, mais d'une insertion et d'un type de relations différent entre « l'école » et son environnement humain et économique.

On pourrait multiplier les exemples de ces formules éducatives où le développement du milieu est privilégié par rapport à la fonction de sélection nationale, voire internationale. Mises à part les actions à arrière-pensée purement corporatiste,

ces actions sont de deux types : d'une part, des expériences nées d'initiatives privées pour répondre à un besoin local; d'autre part, les systèmes au service d'une politique qui cherche à décentraliser une structure du pouvoir hiérarchisée vers des unités de vie ou de production. Sur ce point, le système chinois pourrait être analysé de près.

Néanmoins, bien que chaque cas soit particulier, le point commun de ces formules est de privilégier la participation des groupes concernés. Il est donc essentiel, avant d'en arriver à certaines propositions, de cerner de plus près la dynamique du développement.

Dynamique d'un développement des unités de base

Lorsque l'on parle de développement, on a souvent tendance à limiter la réflexion au seul niveau national. En fait, dans des situations où le sous-développement est aussi un sous-développement statistique et administratif, il est peu judicieux de recommander des systèmes ultra-centralisés et cela d'autant plus que, même là où les ressources et l'encadrement le permettent, la centralisation ne donne des résultats que s'il y a adhésion collective à un projet national.

Nous voudrions ici insister sur les phases de déclenchement et d'harmonisation des développements locaux car, à ces différents moments, une éducation véritable est essentielle.

La « prise du pouvoir » par le groupe

Il n'est pas utile de développer les caractéristiques d'un milieu « sous-développé » où les facteurs d'éclatement (l'attraction de la ville, le mépris de la tradition...) l'emportent sur les facteurs d'unité, les facteurs de déséquilibre démographique ou économique sur les facteurs d'équilibre. L'attitude fréquente de laisser-aller du groupe qui subit une « agression » économique-culturelle sans précédent ne permet pas d'éviter une décomposition du milieu dramatique car au bout de l'exode physique ou psychologique le secteur moderne n'est pas en mesure d'absorber ce flux massif. Situation donc de décomposition et de déséquilibre, de dépendance et de « laisser-aller ».

Cette dépendance et ce laisser-aller seraient plus faciles à combattre s'ils n'avaient pas leurs « compradors ». Et c'est sans doute par là qu'il faut commencer. C'est un problème de rapport de forces... Dans ce contexte et au niveau de l'unité de base qui peut être le village, le quartier ou tout groupe homogène, le premier acte de développement ne peut être que la prise du pouvoir local avec, pour conséquences progressives, la libération des dépendances liées aux échanges avec l'extérieur, à la soumission à un lien naturel, à la démographie non contrôlée, etc.

Le rôle de l'éducation dans ce processus est fondamental. Elle devra aider, dans un premier temps, à la prise de conscience de

la réalité du sous-développement par le groupe concerné et laisser entrevoir que certaines solutions sont envisageables; Dans un deuxième temps, il faudra que le groupe, structuré pour résoudre les problèmes traditionnels, s'organise pour lutter contre le sous-développement. On commence à comprendre aujourd'hui que ce ne sont pas d'abord des solutions techniques qui permettront à un groupe organisé par la « tradition » et soumis à une agression extérieure de se lancer vers le développement. Il faut au contraire que la structure interne du pouvoir se réoriente en fonction d'exigences tout à fait nouvelles.

Mobilisation des énergies et des moyens : mise au travail et accumulation du capital

Alors que l'objectif de presque toutes les sociétés traditionnelles est la stabilité et la reproduction, un milieu en développement vise à élargir sa base économique. Les mots-clés de ce processus sont donc : investissement, accumulation. Or, si, théoriquement, tout peut se réduire à une quantité de travail, la problématique la plus courante est le choix entre des proportions différentes de travail et de capital. Dans le contexte actuel des pays en voie de développement, l'investissement et la production devraient être à base essentielle de travail. L'investissement, ne se ramène donc pas à des liquidités que l'on place, mais essentiellement à des hommes qui se mettent au travail. La mobilisation des énergies, synonyme ici de motivations, exige une éducation au sens large. Il en va de même de la recherche de processus technologique compatible avec l'accessibilité des différents facteurs de production et de la conception de projets où pourront s'investir travail et épargne.

Répartition de spécialisation

Le savoir est souvent synonyme de pouvoir et de domination, alors qu'il devrait être au service de la collectivité qui l'a d'ailleurs en général financé. Certaines expériences ont montré que cela pouvait être évité si l'éducation était mise sous la responsabilité directe du milieu et était débarrassée de tout ce qui contribue à créer des castes, c'est-à-dire les diplômés et les équivalences principalement. La collectivité organisée et mobilisée ne manquera pas de désigner les jeunes qui, après avoir reçu une compétence technique, seront les plus aptes à se mettre à son service.

Harmonisation des unités de base

Une collectivité qui assure ses fonctions vitales peut développer ses échanges avec l'extérieur sans risquer systématiquement la dépendance, mais les cohérences obtenues au niveau local doivent se retrouver à différents niveaux, régionaux ou nationaux. A chaque niveau doit correspondre un certain type de surplus et d'investissement.

Cette dynamique du développement a pour point de départ l'unité de vie et de production et non l'aide étrangère privée ou publique. L'éducation dans ce processus doit jouer un rôle essentiel.



LES FONCTIONS ET LES TECHNIQUES D'UN CENTRE D'ÉDUCATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DU MILIEU

Pour se déclencher et s'entretenir, le développement a besoin que certaines fonctions soient remplies par les collectivités. Il s'agit notamment des fonctions de motivation, d'organisation et d'auto-gestion, de planification et d'apport de connaissances. Lorsque ces fonctions ne sont pas ignorées, elles sont le plus souvent prises en charge par des structures indépendantes. Or, au niveau des collectivités, relativement restreintes, ce cloisonnement n'a aucune justification; la réalité est perçue comme un tout et les problèmes s'interpénètrent.

Le centre d'éducation devrait être précisément le lieu où les fonctions nécessaires au déclenchement d'une dynamique de développement sont assurées.

Les fonctions essentielles

Point de rencontre entre un projet politique national et les réalités vécues localement, le centre d'éducation doit à la fois être l'outil qui permet à un esprit d'entreprise collective de se créer, au travail collectif de se préparer et à l'organisation du milieu de se concrétiser. Comme nous l'avons dit et pour que l'animation ne tourne pas à vide, il faut à la fois qu'elle s'appuie sur quelques grandes orientations nationales et sur certaines actions concrètes. Ainsi, à l'inverse de ce sens unique qu'est l'école, le centre d'éducation voit se rencontrer deux mouvements.

- L'un, descendant, d'information-conscientisation qui définit le rôle et la place de la collectivité locale dans le développement national. C'est l'objectif à long terme qui est fixé.
- L'autre, ascendant, exprimant la volonté de la collectivité.

Le centre d'éducation, loin de susciter une attitude de passivité, doit permettre de restituer à la collectivité un pouvoir de décision significatif pour tout ce qui la concerne.

Le centre d'éducation doit aussi être un lieu où s'échangent des « connaissances ».

Pour entreprendre, investir, se mettre au travail, la collectivité et les individus ont besoin d'aptitudes et de connaissances spécifiques.

Pour les aspects proprement techniques, on constate qu'il est préférable de répondre aux besoins précédemment exprimés et de les transmettre dans une optique fonctionnelle. S'il y a effectivement demande, le problème n'est plus que pédagogique et sur ce point les recherches sont nombreuses (moyens audiovisuels, moyens didactiques, méthodes diverses). Un principe néanmoins doit être retenu : lorsque la compétence est représentée dans le milieu, c'est elle qui doit s'exprimer en priorité. Cela signifie tout un effort de mobilisation des compétences du milieu et de mise en contact entre le demandeur et l'offre potentiel d'éducation. En conséquence, le rôle essentiel du personnel permanent est souvent moins l'enseignement que l'animation, la prospection et la mise en contact.

Quelques techniques pour atteindre ces objectifs

Ce n'est évidemment pas prioritairement grâce à des techniques que la formation prendra toutes les dimensions que nous lui avons reconnues; il va de soi qu'il faut tout d'abord une reconnaissance et une valorisation officielle qui permettraient aux centres de s'insérer dans le processus de développement. Néanmoins, sans entrer dans le détail de multiples méthodes pédagogiques qui se soumettent aux fonctions au service desquelles elles sont employées, il existe certaines techniques qui peuvent faire éclater les conceptions classiques concernant la matière, le public, les structures et les fonctions du système d'enseignement.

Nous retiendrons ici deux groupes principaux : les techniques permettant de rapprocher le centre et son environnement et celles permettant l'étude du milieu.

Établir des relations avec l'environnement

Pour mobiliser l'environnement humain vers un projet de développement, se faire des alliés mais aussi animer les structures établies, il faut établir des relations avec l'environnement.

Toutes les techniques d'échange d'information, de réunion, de contrat, d'animation vont dans ce sens. Mais il faut savoir également reconnaître un allié ou un ennemi de l'expérience.

Étudier le milieu

Pour aider la prise de conscience et la recherche de solutions concrètes, il est possible d'axer le contenu de la formation

à partir et sur l'étude du milieu, cela concerne non seulement l'observation, l'analyse, mais aussi et surtout la préparation à l'action collective.

Certains schémas d'enquête permettent au-delà de l'enseignement de construire une planification villageoise sommaire qui sera un guide pour une action collective.

Au terme de ces lignes, nous sommes bien loin de notre débat d'origine sur le public de l'éducation. Nous avons essayé de cerner une logique inverse des conceptions classiques : certains la refusent, d'autres la limitent à des milieux ruraux peu équipés en compétence technique et en moyens matériels. N'est-elle pas au contraire le support de toute expérience éducative qui s'intéresserait en priorité à l'amélioration très concrète des modes de vie et au renforcement de la maîtrise des collectivités sur leur propre évolution?

Sans doute avons-nous beaucoup trop négligé tous les facteurs de division des milieux locaux en sous-groupes antagonistes.

Dans certains cas cette légèreté retire tout intérêt aux différentes opinions, les blocages premiers du développement sont internes (système de propriété foncière, système d'usure, système de propriété des différents facteurs de production). On a vu, dans ce contexte, que la décentralisation au niveau des collectivités se traduit par un envahissement de « notables » à tous les postes de responsabilité. Il est évident que, dans ces situations, le groupe qui doit prendre conscience, se mobiliser et agir n'a plus une définition géographique, mais essentiellement sociale.

Dans d'autres cas, l'analyse dualiste l'emporte semble-t-il sur une analyse de classe simplifiée : c'est surtout cette seconde approche qui a retenu notre attention.